

- **Nom**
ABI HANNA
- **Prénom**
Anthony (Faculté de Droit ICL LILLE)
- **Adresse**
58 Rue du Port 59000 LILLE
- **Raison sociale**
Faculté de Droit de l'Université Catholique de Lille

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Model of European Parliament - Consultation Citoyenne Européenne
- **Description de l'activité**
Afin de répondre à la Consultation Citoyenne, la Faculté de Droit a proposé aux étudiants de se réunir en simulation d'un Parlement Européenne et rédiger trois résolutions / recommandations sur trois thèmes retenus.
- **Date et heure**
23 octobre 2018 de 8h30 à 13h
- **Lieu**
Conseil Départemental de Lille
- **Nombre de participants**
90
- **Catégories de publics présents**
Etudiants

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Charlotte Pasquier - Présidente de Séance (Linklaters), Denis Vinckier, Conseiller Régional, Aurélien Raccach, directeur de formation, et les étudiants ayant tous participé

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
 - Un gouvernement unique pour l'Europe
 - La crise migratoire et la protection des frontières extérieures
 - Le droit à la vie privée et la protection des données personnelles
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
Cf. Résolution
- **Pistes de proposition formulées**
Résolution du 23 octobre 2018 sur la question d'un gouvernement unique pour l'Europe
Le parlement,
 - Considérant le rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le Parlement européen est alarmé par le manque de loi concernant le changement climatique et au Traité de Fonctionnement de l'Européen, l'article 4, précise que les sujets comme l'environnement, les transports et l'énergie sont des compétences partagées ;
 - En reconnaissant BREXIT et croyant que chaque État membre a sa propre culture, histoire et souveraineté, un gouvernement unique pour l'UE n'est pas réalisable ;
 - Reconnaisant la crise migratoire réelle, le nombre d'attaques terroristes tout au long de ces dernières années, et reconnaissant que l'insécurité dans l'UE est un problème ;
 - En accueillant le fait que depuis la naissance de l'UE, cette organisation améliore chaque jour. Tous les citoyens de l'Union seront sur un pied d'égalité si nous avons un gouvernement pour nous tous. Il n'éliminera pas de discriminations mais il limitera cet aspect de divergence entre des citoyens européens ;
 - En considérant cela, malgré le fait que des questions environnementales deviennent plus urgentes, il y a un manque énorme de politiques environnementales, des administrations et coordination entre les États membres dans l'Union européenne;
 - En affirmant que, grâce à l'article 6 TFUE, l'éducation est une compétence de l'UE pour soutenir, coordonner et compléter les actions des États membres;

- Alarmant sur le manque de sécurité, avec et sans l'UE particulièrement aux frontières;
- Relevant que l'article 5 TFUE explique que la politique économique et le budget sont les compétences de l'Union européenne et que des États membres doivent coordonner leurs politiques,
- Le fait de garder à l'esprit qu'un gouvernement de l'Union européenne ne fait pas fixe le problème actuel et la divergence politique entre des États membres établit une diversité en terme de loi;
- En croyant qu'un gouvernement fédéral permettra un système d'aide plus développé, une augmentation de solidarité et une diminution d'inégalités;

Enjeux généraux :

1. Propose aux institutions de rédiger un projet d'une constitution commune qui établirait un état fédéral pour vérifier le pouvoir de l'UE à l'échelle internationale;
2. Demande un Gouvernement européen seul fait de départements différent avec des ministres différents;
3. Propose de donner plus de compétences dans le domaine législatif et politique à l'Union européenne, assurer l'harmonisation de la loi et améliorer la communication des nouvelles lois;

Enjeux environnementaux :

4. Demande un Gouvernement européen unique, fait de département différent avec un Ministre de l'Écologie ;
5. Considère nécessaire une taxe écologique pour chaque pays comme une taxe sur la plupart des transports polluants ;
6. Encourage des lois et des dispositifs comme celui sur l'interdiction de glyphosate ;

Enjeux économiques et budgétaires :

7. Guidé par le sentiment que l'UE est perçue comme une entité abstraite, propose un pouvoir central de taxation pour tous les citoyens européens proportionnellement à leurs revenus pour intégrer d'une meilleure façon la participation de tous les citoyens européens dans l'Union européenne ;

Enjeux éducationnels :

8. Relevant avec regret que des citoyens européens ne comprennent toujours pas le fonctionnement de l'UE et son importance;
9. Encourage la création d'un cours pour des lycéens à les expliquer les institutions de l'UE, leurs compétences et fonctionnalités ;
10. Propose un programme d'échange entre des professeurs afin que les élèves puissent apprendre de nouvelles langues avec des enseignants dont la langue enseignée est leur langue maternelle.
11. Croit que l'intégration de dans l'UE pourrait être faite par l'apprentissage obligatoire d'une langue européenne supplémentaire à l'école ;

12. Accueille l'initiative d'imposer une deuxième langue parmi les langues européennes aux enfants à partir de 6 ans pour créer une Europe soudée entre les citoyens européens.

Enjeux sécuritaires :

13. Déploie le manque d'unité sur la scène internationale considérant la question sécuritaire

14. Propose la création d'une armée commune dans laquelle chaque État membre investit un budget égal pour assurer un système de sécurité plus efficace ;

Enjeux constitutionnels :

15. Propose un nouveau système et plus démocratique pour établir une Constitution européenne, pour laquelle chaque État membre conserve sa propre sorte d'élection et dans lequel chaque gouvernement propose des lois pour la Constitution européenne et tous les États membres votent pour adopter la nouvelle loi;

Conclusions :

16. Demande son Président d'expédier cette résolution au Conseil, la Commission, les gouvernements et les Parlements des États membres et le Conseil de l'Europe.

Résolution du 23 octobre 2018 sur la migration et la protection extérieure des frontières :

Le Parlement,

- Ayant considéré la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne;
- Ayant considéré la convention pour la protection de droits de l'homme et libertés fondamentales;
- Ayant considéré la déclaration universelle des droits de l'homme;
- Ayant considéré la convention 1951 touchant au statut de réfugiés;
- La reconnaissance du système de quotas établi par la Commission européenne et la forte envie d'États membres pour suivre

A. Tandis que l'Europe était toujours une terre d'accueil, fermant nos internes(participants) serait hypocrite parce que l'Europe a été créée grâce(merci) aux migrants;

B. Tandis que les frontières de l'UE devraient être protégées dans le respect de nos valeurs;

Enjeux généraux :

1. Attire l'attention sur la forte nécessité d'abandonner la politique de frontières fermées dans l'UE et accepte des contrôles à la frontière à l'extérieur de l'espace

Schengen;

2. Condamne fortement les patrouilles de frontière officielles ou illégales qui pourchassent des réfugiés et leur refusent le droit légal de la sécurité;
3. Encourage l'Union à développer une politique interne favorisant la coopération entre ses membres, travaillant tous ensemble et refusant fortement le règlement de Dublin, qui rend le premier pays d'entrée le responsable de la procédure d'asile ;
4. Invite chaque État membre à considérer cette crise comme la question principale à être abordée par l'Union avant les prochaines élections et appelle à l'établissement d'un nouveau traité européen consacré à la migration et ce qui devrait être la réponse de l'UE à cela;
5. Propose que les sanctions doivent être exécutées contre les états membres concernés qui n'ont pas suivi les règles des quotas ;

Enjeux sanitaires :

6. Affirme que l'UE devrait développer un programme/système qui assurerait, aux hommes, femmes et aux enfants un accès juste aux services médicaux, l'éducation et la possibilité de construire une vie normale (comme promu selon l'article 3-5 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne);

Enjeux criminels:

7. Réaffirme le besoin de se battre contre la criminalisation de demandeurs d'asile et d'autres réfugiés qui ne devraient pas être marginalisés;
8. Encourage les actions qui aident le sauvetage de réfugiés dans la zone méditerranéenne et condamne fortement la poursuite des ONG qui se sont engagées dans ces recherches ;
9. Rappelle l'importance de la liberté de mouvement dans la zone de Schengen et désapprouve fortement la construction de barrières empêchant des migrants d'entrer dans certaines zones et dans certains territoires ;
10. Propose de donner une nationalité au navire Aquarius;

Enjeux d'intégration :

11. Surligne le manque d'intégration parmi migrants et propose de créer une institution pour aider les migrants à s'insérer par la connaissance de la langue parlée dans leur pays d'accueil et propose de créer l'institution sociale et économique pour aider les migrants à s'harmoniser;
12. Réaffirme l'idée d'un programme d'insertion commun pour permettre que l'immigration ait accès à la nationalité de l'État membre dans lequel ils ont migré. Ce programme devrait contenir des mesures pour accélérer cet accès aux plus motivés de ces réfugiés;
13. Affirme que pour éviter le travail illégal, l'UE pourrait développer des contrats spéciaux financés par des États membres pour encourager des sociétés à engager des

demandeurs d'asile;

Enjeux d'éducation :

14. Souligner le besoin d'une fuite des cerveaux itinérante chez les migrants (brain drain) pour faciliter l'accès aux étudiants étrangers et des travailleurs qualifiés;

15. Propose d'assurer une place dans les Universités à une part des migrants;

16. Propose de créer un processus unifié pour des travailleurs émigrés qualifiés pour avoir accès au marché de l'emploi;

17. Propose de créer un système d'équivalence dans les certifications ou les diplômes pour faciliter le processus d'intégration et d'éducation ;

18. Invite les pays à développer l'accès à l'éducation pour les enfants et les adultes en créant des programmes spéciaux incluant des cours d'histoire et de langue;

Conclusion :

19. Demande à son Président d'expédier cette résolution au Conseil, la Commission, les gouvernements et les Parlements des États membres et le Conseil de l'Europe.

Résolution du 23 octobre 2018 sur la protection de la vie privée et l'usage des données personnelles :

Le Parlement,

- En tenant compte des traités européens ;
- En tenant compte de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (art 7-8 de 2012);
- En tenant compte de la version consolidée du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne;
- En tenant compte de la Convention Européenne de Droits de l'homme;
- En tenant compte de la Déclaration universelle des droits de l'homme;
- Le regret que la protection de données et le respect de vie privée en Europe soient toujours insuffisants;
- Ayant à l'esprit le package de protection de données adopté en mai 2018 qui vise à préparer l'Europe à s'adapter à l'ère numérique;
- Voulant insister sur le fait que les citoyens Européens sont toujours vulnérables face aux sociétés qui ne cessent d'utiliser leurs données à des fins commerciales ; - -- En rappelant l'affaires de Facebook et celle du Cambridge Analytica Scandale

- A. Tandis que le respect de droits de vie privée devrait être au cœur de toutes les préoccupations;
- B. Tandis que tout le monde devrait avoir le droit et la possibilité de décider lesquelles de leurs données personnelles peuvent être accessible par tout le monde;
- C. En rappelant la réforme du 25 mai 2018 : le Règlement Général sur la Protection de Données ;

Enjeux généraux:

1. Rappelle que les données personnelles ne devraient pas être partagées ou au moins seulement dans le site Web sur lesquels nous les utilisons et invite à la Commission à empêcher les sociétés de vendre les informations des utilisateurs aux annonceurs et aux publicitaires;
2. Déploie le fait que les utilisateurs n'ont pas la possibilité de facilement changer leurs paramètres de l'utilisation de cookies et ainsi que les utilisateurs devraient avoir la possibilité d'avoir accès à n'importe quelles informations sur l'utilisation de cookies ; conteste cette utilisation s'ils ne veulent pas accepter et toujours pouvoir avoir accès au dit site Web;
3. Déploie le fait que les conditions générales des sites Web ne sont pas explicites. Ils devraient mettre en évidence les informations les plus importantes pour que les utilisateurs soient conscients des caractéristiques les plus importantes et comment leurs données sont utilisées ;
4. Exige que les sites Web hôtes qui utilisent des données d'utilisateur facilitent l'accès à ces derniers sur l'information des données exploitées et enregistrées ;

Création d'une nouvelle autorité / agence :

5. Propose la création d'une nouvelle autorité: l'Autorité européenne pour la Protection de Données, une institution supranationale, qui aura des pouvoirs investigateurs. La nouvelle autorité sera divisée dans des comités multiples spécialisés sur des questions spécifiques, complétés par un comité juridique, afin de sanctionner les mauvaises utilisations de données;
6. Demande que cette nouvelle autorité permette aux non-mineurs d'enregistrer (enregistrement sur la base de la Carte d'Identité Nationale) pour leur permettre de recevoir des codes pour librement surfer sur Internet ;

Enjeux d'éducation :

7. Propose d'installer des menus contextuel sur des écrans (pop – up) ;
8. Propose d'utiliser YouTube (et d'autres réseaux sociaux) comme un support pour mettre des annonces;
9. Souligne le besoin sensibilisation de la jeunesse et des parents;
10. Souligne le besoin de porter autant que possible la connaissance sur l'utilisation et la protection des données;

11. Propose la création par la Commission de classes de travaux dirigés formalisées et des spécialistes formés pour des buts éducatifs tant pour des enfants, des étudiants que pour des parents sur l'utilisation des données;

Conclusion :

13. Demande à son Président d'expédier cette résolution au Conseil, la Commission, les gouvernements et les Parlements des États membres et le Conseil de l'Europe.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**
les débats et l'événement ont été retransmis en direct sur les réseaux (Cf. Facebook International & European Law School - IELS)